

Contre les manœuvres du gouvernement : l'unité des syndicats en lutte et surtout l'unité des grévistes !

Après une réunion inutile mercredi soir, le secrétaire d'état avait proposé une nouvelle réunion jeudi matin. La fédération SUD-Rail s'y est rendue pour défendre les revendications des grévistes. Le gouvernement a refusé de négocier et voulait seulement discuter de son projet de loi ! Conformément au mandat des assemblées générales, la fédération SUD-Rail a quitté cette réunion. Le texte du gouvernement ne répond pas aux légitimes demandes des grévistes. Ensemble, nous continuons pour gagner ! La journée de jeudi a été marquée par des présences plus nombreuses aux assemblées générales, par de multiples initiatives décidées en assemblées générales.

La direction multiplie les mensonges, mais la vérité est que la grève est forte

La direction communique à la presse des taux de grévistes fantaisistes, elle refuse de les donner aux syndicats, elle répète chaque jour que « demain le travail reprend »... Mais ce ne sont pas les patrons qui décident des suites de la grève ; ce sont les grévistes, dans les assemblées générales. **Il y avait plus de monde jeudi dans les assemblées générales et toutes ont décidé la reconduction du mouvement !**

Participons aux assemblées générales ! Organisées par services, par établissements ou par sites, ce qui importe est qu'elles permettent à **chacun et chacune de s'exprimer**, à tous et à toutes de discuter, d'échanger et de **décider**. Pour que notre grève soit la plus démocratique possible, et ainsi la renforcer, SUD-Rail appelle tous les cheminot-es en grève à participer à leur A.G.

Jeudi matin : pas de négociations, juste du pipeau !

SUD-Rail était au ministère jeudi matin, pour défendre les revendications des cheminot-es :

- la réintégration du système ferroviaire dans une seule entreprise publique (1 EPIC, pas 2 comme depuis 1997, pas 3 comme dans le projet de loi)
- la non-remise en cause du RH 0077 et du Statut, leur amélioration et leur extension à tous les salarié-es du secteur ferroviaire.
- l'arrêt de l'éclatement de l'entreprise SNCF orchestrée en interne par Guillaume Pépy et consorts : stop au découpage en « branches », aux réorganisations et expérimentations qui cassent les collectifs de travail et dégradent nos conditions de travail.
- l'annulation de la dette imposée depuis des années aux entreprises publiques ferroviaires.

Il n'y a pas eu de négociations. Le gouvernement le dit ouvertement, il s'agissait « d'explicitier l'enjeu de la réforme ferroviaire ». Cet enjeu, ça fait des mois que nous en parlons et les cheminot-es l'ont compris ; c'est d'ailleurs pour ça qu'il y a grève ! **La fédération SUD-Rail a quitté cette réunion parce que le texte gouvernemental ne traite pas des revendications portées par les assemblées générales et parce qu'il n'y avait pas de négociations.**

La réunion s'est poursuivie durant trois heures avec seulement le ministère, la CGT et l'UNSA (qui n'appelle toujours pas à la grève). A la sortie, c'est le même texte que celui dénoncé par SUD-Rail, avec en supplément la promesse « d'états généraux du dialogue social » au sein de la SNCF. Nous ne sommes pas en grève pour ça ! **Pas besoin d'inventer des « états généraux du dialogue social » : il suffit de stopper les privatisations et restructurations voulues par la direction et d'ouvrir des négociations sur nos revendications !**

Jeudi en fin de soirée, les fédérations CGT et SUD-Rail se sont réunies.
L'unité syndicale (mais avec les syndicats qui soutiennent les grévistes !) est indispensable

L'appel interfédéral CGT/SUD-Rail reprend l'aspiration des assemblées générales : poursuivons et amplifions le mouvement ! Nous ne lâcherons rien !